

**Arrêté d'exécution de la loi du 16 novembre 1965 sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité, modifiée par celle du 11 novembre 1970 (AEPC)**

*du 19.03.1971 (version entrée en vigueur le 01.01.2024)*

---

*Le Conseil d'Etat du canton de Fribourg*

Vu la loi du 16 novembre 1965 sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité modifiée par celle du 11 novembre 1970;

Considérant:

La révision de la loi fédérale du 19 mars 1965 sur les prestations complémentaires AVS/AI, votée le 9 octobre 1970 a entraîné de profondes modifications. Elle a transféré à la Confédération un certain nombre de compétences dévolues jusqu'alors aux cantons. Par voie de conséquence, la loi cantonale a été modifiée. L'arrêté d'exécution du 21 janvier 1966 doit être abrogé, plusieurs dispositions devenant sans objet, ou s'avérant contraires au droit fédéral. Il ne reste, dès lors à régler que des questions d'organisation et de procédure;

Sur la proposition de la Direction de l'intérieur, de l'industrie, du commerce, de l'artisanat et des affaires sociales,

*Arrête:*

**Art. 1** Exercice du droit à une prestation complémentaire

<sup>1</sup> Peuvent faire valoir un droit à une prestation complémentaire le bénéficiaire de rente AVS ou AI ou d'allocation pour impotent, son représentant légal, son conjoint ou son partenaire enregistré, ses parents en ligne directe ascendante ou descendante, ses frères et sœurs ainsi qu'un tiers ou une autorité qui l'assistent régulièrement ou s'occupent de ses affaires en permanence.

<sup>2</sup> Pour exercer son droit, le requérant doit remettre une formule d'inscription officielle, dûment remplie et accompagnée des pièces justificatives nécessaires, à la Caisse cantonale de compensation AVS (ci-après: la Caisse AVS).

...

<sup>3</sup> ...

<sup>4</sup> ...

**Art. 2** ...

**Art. 3** Décision de la Caisse AVS

<sup>1</sup> La Caisse AVS examine la requête et rend une décision. Elle la notifie par écrit en indiquant les moyens de droit:

- a) au requérant ou à son représentant légal;
- b) à la personne ou à l'autorité qui a présenté la requête ou à qui la prestation est versée;
- c) ...
- d) à la direction de l'établissement dans lequel séjourne l'ayant droit, sans la feuille de calcul.

<sup>2</sup> L'établissement mentionné à l'alinéa 1 let. d prend les dispositions nécessaires pour que les décisions soient utilisées uniquement à des fins internes par un cercle restreint de collaborateurs soumis au secret de fonction. Il informe les résidents, lors de leur admission, de la transmission des décisions par la Caisse de compensation.

<sup>3</sup> Sur demande justifiée, écrite et motivée, l'établissement peut consulter la feuille de calcul.

**Art. 4** Paiement

<sup>1</sup> En règle générale, la prestation complémentaire est payée à l'ayant droit ou à son représentant légal mensuellement par la poste.

<sup>2</sup> Lorsque la rente AVS ou AI d'un requérant est versée par la Caisse AVS, la prestation complémentaire est payée, en principe, conjointement avec cette rente, au moyen d'une assignation unique.

<sup>3</sup> Les dispositions fédérales en matière d'assurance-vieillesse et survivants sur le paiement et la garantie d'une utilisation rationnelle de la rente sont applicables par analogie aux prestations complémentaires.

**Art. 5** ...

**Art. 5<sup>bis</sup>** ...

**Art. 5<sup>ter</sup>** Dépenses personnelles

<sup>1</sup> Pour le calcul de la prestation complémentaire selon l'article 2 let. b de la loi, le montant laissé à la disposition des pensionnaires de homes pour leurs dépenses personnelles est fixé à 320 francs par mois et par personne.

**Art. 5<sup>quater</sup>** Frais de séjour en établissement

<sup>1</sup> Les taxes journalières sont prises en considération jusqu'à concurrence des maxima suivants:

- |  |            |
|--|------------|
| a) Etablissements médico-sociaux reconnus (EMS reconnus):  | Fr. 160    |
| b) Institutions spécialisées reconnues:  | Fr. 140    |
| c) Etablissements médico-sociaux admis à pratiquer à la charge de l'assurance obligatoire des soins (EMS admis AOS): | Fr. 139.50 |
| d) Autres établissements:  | Fr. 116.50 |

<sup>2</sup> Dans les limites maximales fixées à l'alinéa 1, les critères suivants sont également applicables:

- a) pour tous les EMS, la participation des pensionnaires au coût des soins est définie par l'article 2 al. 1 de la loi du 9 décembre 2010 d'application de la loi fédérale sur le nouveau régime de financement des soins;
- b) pour les EMS reconnus au sens de la loi sur les prestations médico-sociales, les frais socio-hôteliers sont admis jusqu'à concurrence d'une taxe journalière de référence s'élevant à 108 francs pour l'ensemble des niveaux de soins; les frais d'accompagnement sont pris en considération jusqu'à concurrence du prix fixé conformément à l'article 25 al. 2 du règlement du 23 janvier 2018 sur les prestations médico-sociales;
- c) pour les institutions spécialisées reconnues au sens de la loi d'aide aux institutions spécialisées pour personnes handicapées ou inadaptées, est prise en compte la taxe de référence fixée par la Direction de la santé et des affaires sociales;
- d) pour les EMS admis AOS au sens de la loi sur les prestations médico-sociales, les frais socio-hôteliers sont admis jusqu'à concurrence de la taxe journalière maximale prévue à l'alinéa 1 let. d pour l'ensemble des niveaux de soins;
- e) pour les autres établissements au sens de l'alinéa 1 let. d, des frais de soins facturés pour les pensionnaires bénéficiant d'une allocation pour impotent de l'AVS, de l'AI ou de l'AA peuvent être pris en compte, en plus de la limite fixée, jusqu'à concurrence du montant de ladite allocation.

**Art. 5<sup>quinquies</sup>** Part de fortune prise en compte

<sup>1</sup> Pour les bénéficiaires de rentes de vieillesse séjournant dans un home ou un établissement hospitalier, la fortune nette dépassant le montant non imputable est prise en compte à raison d'un cinquième.

**Art. 6** Restitution de prestations touchées indûment

<sup>1</sup> Les prestations complémentaires touchées indûment doivent être restituées par la personne respectivement le tiers qui les a reçues. ...

**Art. 7** Instructions aux organes communaux

<sup>1</sup> La Caisse AVS peut émettre des prescriptions d'application d'ordre administratif, qui lient les organes communaux.

**Art. 8** Comptabilité, révision et rapport de gestion

<sup>1</sup> La Caisse AVS a l'obligation de tenir une comptabilité des prestations complémentaires, conformément aux dispositions fédérales.

<sup>2</sup> L'organe de révision de la Caisse AVS fonctionne également pour le contrôle des prestations complémentaires, qui a lieu une fois par année, conformément aux dispositions fédérales.

<sup>3</sup> La Caisse AVS présente chaque année un rapport de gestion au Conseil d'Etat à l'intention du Grand Conseil et à l'Office fédéral des assurances sociales.

**Art. 9** Financement

<sup>1</sup> La part de chaque commune est calculée annuellement au prorata du chiffre de sa population dite légale.

<sup>2</sup> Les communes versent à l'Administration des finances, au plus tard à la fin de chacun des trois premiers trimestres de l'année, un montant représentant le quart de leur participation de l'année précédente, à titre d'avance.

<sup>3</sup> Le solde est payable dans les trois mois suivant la présentation du décompte annuel.

<sup>4</sup> La Caisse AVS présente mensuellement à l'Administration des finances ses demandes d'avance.

**Art. 10** ...**Art. 11** ...**Art. 12** Entrée en vigueur

<sup>1</sup> Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1971. Il abroge celui du 21 janvier 1966, modifié par les arrêtés des 15 juillet 1966, 30 septembre 1966, 3 novembre 1967 et 7 février 1969. Il sera publié dans la Feuille officielle, inséré au Bulletin des lois et imprimé en livrets.

**Art. 13** ...

**A1** ...

### **Approbation**

Cet arrêté a été approuvé par le Conseil fédéral le 16.04.1971.

La modification du 12.05.1975 a été approuvée par le Département fédéral de l'intérieur le 30.06.1975.

Tableau des modifications – Par date d'adoption

Adoption	Elément touché	Type de modification	Entrée en vigueur	Source (ROF depuis 2002)
19.03.1971	Acte	acte de base	01.01.1971	BL/AGs 1971 f 75 / d 76
12.05.1975	Art. 5 <sup>bis</sup>	introduit	01.01.1976	BL/AGS 1975 f 107 / d 108
12.05.1975	Art. 9	modifié	01.01.1976	BL/AGS 1975 f 107 / d 108
19.11.1979	Art. 5 <sup>bis</sup>	modifié	01.01.1980	BL/AGS 1979 f 235 / d 238
07.09.1982	Art. 5 <sup>bis</sup>	modifié	01.01.1983	BL/AGS 1982 f 124 / d 125
19.09.1983	Art. 5 <sup>bis</sup>	modifié	01.01.1984	BL/AGS 1983 f 339 / d 344
03.09.1985	Art. 5 <sup>bis</sup>	modifié	01.01.1986	BL/AGS 1985 f 269 / d 273
03.11.1986	Art. 5 <sup>ter</sup>	introduit	01.01.1987	BL/AGS 1986 f 311 / d 319
03.11.1986	Art. 5 <sup>bis</sup>	modifié	01.01.1987	BL/AGS 1986 f 313 / d 321
18.09.1989	Art. 5 <sup>bis</sup>	modifié	01.01.1990	BL/AGS 1989 f 291 / d 294
18.09.1989	Art. 5 <sup>bis</sup>	modifié	01.01.1990	BL/AGS 1989 f 293 / d 296
18.09.1989	Art. 5 <sup>ter</sup>	modifié	01.01.1990	BL/AGS 1989 f 295 / d 298
19.11.1990	Art. 5 <sup>bis</sup>	modifié	01.01.1991	BL/AGS 1990 f 500 / d 508
01.12.1992	Art. 5 <sup>bis</sup>	modifié	01.01.1993	BL/AGS 1992 f 506 / d 508
01.12.1992	Art. 5 <sup>ter</sup>	modifié	01.01.1993	BL/AGS 1992 f 508 / d 510
09.11.1993	Art. 5 <sup>quater</sup>	introduit	01.01.1994	BL/AGS 1993 f 538 / d 544
09.11.1993	Art. 5 <sup>quinquies</sup>	introduit	01.01.1994	BL/AGS 1993 f 538 / d 544
29.11.1994	Art. 5 <sup>quater</sup>	modifié	01.01.1995	BL/AGS 1994 f 637 / d 644
22.12.1995	Art. 5 <sup>quater</sup>	modifié	01.01.1996	BL/AGS 1995 f 677 / d 675
10.12.1996	Art. 5 <sup>quater</sup>	modifié	01.01.1997	BL/AGS 1996 f 800 / d 811
28.10.1997	Art. 5 <sup>bis</sup>	abrogé	01.01.1998	BL/AGS 1997 f 482 / d 489
22.12.1998	Art. 5 <sup>quater</sup>	modifié	01.01.1999	BL/AGS 1998 f 666 / d 676
10.01.2000	Art. 5 <sup>quater</sup>	modifié	01.01.2000	BL/AGS 2000 f 7 / d 7
05.12.2000	Art. 5 <sup>quater</sup>	modifié	01.01.2001	BL/AGS 2000 f 797 / d 778
04.12.2001	Art. 5 <sup>quater</sup>	modifié	01.01.2002	BL/AGS 2001 f 660 / d 673
14.11.2002	Art. 1	modifié	01.01.2003	2002_120
14.11.2002	Art. 2	modifié	01.01.2003	2002_120
14.11.2002	Art. 3	modifié	01.01.2003	2002_120
14.11.2002	Art. 4	modifié	01.01.2003	2002_120
14.11.2002	Art. 5	modifié	01.01.2003	2002_120
14.11.2002	Art. 5 <sup>quater</sup>	modifié	01.01.2003	2002_120
14.11.2002	Art. 7	modifié	01.01.2003	2002_120
14.11.2002	Art. 8	modifié	01.01.2003	2002_120
14.11.2002	Art. 9	modifié	01.01.2003	2002_120
03.12.2002	Art. 5 <sup>quater</sup>	modifié	01.01.2003	2002_137
08.04.2003	Art. 9	modifié	01.01.2003	2003_054
06.01.2004	Art. 5 <sup>quater</sup>	modifié	01.01.2004	2004_011
07.12.2004	Art. 5 <sup>quater</sup>	modifié	01.01.2005	2004_149
20.12.2005	Art. 5 <sup>quater</sup>	modifié	01.01.2006	2005_146
07.11.2006	Art. 1	modifié	01.01.2007	2006_140
07.11.2006	Art. 2	modifié	01.01.2007	2006_140
05.12.2006	Art. 5 <sup>quater</sup>	modifié	01.01.2007	2006_152
18.12.2007	Art. 5 <sup>ter</sup>	modifié	01.01.2008	2007_143
18.12.2007	Art. 5 <sup>quater</sup>	modifié	01.01.2008	2007_143
25.11.2008	Art. 5 <sup>quater</sup>	modifié	01.01.2009	2008_134
13.01.2009	Art. 3	modifié	01.01.2009	2009_004
13.01.2009	Art. 5	modifié	01.01.2009	2009_004
22.12.2009	Art. 5 <sup>quater</sup>	modifié	01.01.2010	2009_147
06.09.2010	Art. 5	abrogé	01.01.2011	2010_087

Adoption	Elément touché	Type de modification	Entrée en vigueur	Source (ROF depuis 2002)
04.10.2010	Art. 9	modifié	01.01.2011	2010_101
23.11.2010	Art. 5 <sup>quater</sup>	modifié	01.01.2011	2010_131
20.12.2011	Art. 5 <sup>quater</sup>	modifié	01.01.2012	2011_154
28.02.2012	Art. 5 <sup>quater</sup>	modifié	01.01.2012	2012_019
03.12.2012	Art. 5 <sup>quater</sup>	modifié	01.01.2013	2012_117
18.12.2012	Art. 1	modifié	01.01.2013	2012_129
27.05.2014	Art. 5 <sup>quater</sup>	modifié	01.05.2014	2014_053
27.05.2014	Section A1	introduit	01.05.2014	2014_053
23.01.2018	Art. 5 <sup>quater</sup>	modifié	01.01.2018	2018_006
23.01.2018	Art. 13	introduit	01.01.2018	2018_006
23.01.2018	Section A1	abrogé	01.01.2018	2018_006
10.12.2018	Art. 1 al. 2	modifié	01.01.2019	2018_117
10.12.2018	Art. 1 al. 3	abrogé	01.01.2019	2018_117
10.12.2018	Art. 1 al. 4	abrogé	01.01.2019	2018_117
10.12.2018	Art. 2	abrogé	01.01.2019	2018_117
10.12.2018	Art. 3 al. 1, c)	abrogé	01.01.2019	2018_117
10.12.2018	Art. 5 <sup>quater</sup> al. 1, c)	modifié	01.01.2019	2018_117
10.12.2018	Art. 5 <sup>quater</sup> al. 1, d)	modifié	01.01.2019	2018_117
10.12.2018	Art. 5 <sup>quater</sup> al. 2, b)	modifié	01.01.2019	2018_117
10.12.2018	Art. 6 al. 1	modifié	01.01.2019	2018_117
10.12.2018	Art. 10	abrogé	01.01.2019	2018_117
10.12.2018	Art. 11	abrogé	01.01.2019	2018_117
10.12.2018	Art. 13	abrogé	01.01.2019	2018_117
08.11.2022	Art. 5 <sup>quater</sup> al. 1, c)	modifié	01.01.2023	2022_149
08.11.2022	Art. 5 <sup>quater</sup> al. 1, d)	modifié	01.01.2023	2022_149
08.11.2022	Art. 5 <sup>quater</sup> al. 2, b)	modifié	01.01.2023	2022_149
12.12.2023	Art. 5 <sup>quater</sup> al. 1, c)	modifié	01.01.2024	2023_121
12.12.2023	Art. 5 <sup>quater</sup> al. 1, d)	modifié	01.01.2024	2023_121
12.12.2023	Art. 5 <sup>quater</sup> al. 2, b)	modifié	01.01.2024	2023_121

Tableau des modifications – Par article

Elément touché	Type de modification	Adoption	Entrée en vigueur	Source (ROF depuis 2002)
Acte	acte de base	19.03.1971	01.01.1971	BL/AGs 1971 f 75 / d 76
Art. 1	modifié	14.11.2002	01.01.2003	2002_120
Art. 1	modifié	07.11.2006	01.01.2007	2006_140
Art. 1	modifié	18.12.2012	01.01.2013	2012_129
Art. 1 al. 2	modifié	10.12.2018	01.01.2019	2018_117
Art. 1 al. 3	abrogé	10.12.2018	01.01.2019	2018_117
Art. 1 al. 4	abrogé	10.12.2018	01.01.2019	2018_117
Art. 2	modifié	14.11.2002	01.01.2003	2002_120
Art. 2	modifié	07.11.2006	01.01.2007	2006_140
Art. 2	abrogé	10.12.2018	01.01.2019	2018_117
Art. 3	modifié	14.11.2002	01.01.2003	2002_120
Art. 3	modifié	13.01.2009	01.01.2009	2009_004
Art. 3 al. 1, c)	abrogé	10.12.2018	01.01.2019	2018_117
Art. 4	modifié	14.11.2002	01.01.2003	2002_120

Elément touché	Type de modification	Adoption	Entrée en vigueur	Source (ROF depuis 2002)
Art. 5	modifié	14.11.2002	01.01.2003	2002_120
Art. 5	modifié	13.01.2009	01.01.2009	2009_004
Art. 5	abrogé	06.09.2010	01.01.2011	2010_087
Art. 5 <sup>bis</sup>	introduit	12.05.1975	01.01.1976	BL/AGS 1975 f 107 / d 108
Art. 5 <sup>bis</sup>	modifié	19.11.1979	01.01.1980	BL/AGS 1979 f 235 / d 238
Art. 5 <sup>bis</sup>	modifié	07.09.1982	01.01.1983	BL/AGS 1982 f 124 / d 125
Art. 5 <sup>bis</sup>	modifié	19.09.1983	01.01.1984	BL/AGS 1983 f 339 / d 344
Art. 5 <sup>bis</sup>	modifié	03.09.1985	01.01.1986	BL/AGS 1985 f 269 / d 273
Art. 5 <sup>bis</sup>	modifié	03.11.1986	01.01.1987	BL/AGS 1986 f 313 / d 321
Art. 5 <sup>bis</sup>	modifié	18.09.1989	01.01.1990	BL/AGS 1989 f 291 / d 294
Art. 5 <sup>bis</sup>	modifié	18.09.1989	01.01.1990	BL/AGS 1989 f 293 / d 296
Art. 5 <sup>bis</sup>	modifié	19.11.1990	01.01.1991	BL/AGS 1990 f 500 / d 508
Art. 5 <sup>bis</sup>	modifié	01.12.1992	01.01.1993	BL/AGS 1992 f 506 / d 508
Art. 5 <sup>bis</sup>	abrogé	28.10.1997	01.01.1998	BL/AGS 1997 f 482 / d 489
Art. 5 <sup>ter</sup>	introduit	03.11.1986	01.01.1987	BL/AGS 1986 f 311 / d 319
Art. 5 <sup>ter</sup>	modifié	18.09.1989	01.01.1990	BL/AGS 1989 f 295 / d 298
Art. 5 <sup>ter</sup>	modifié	01.12.1992	01.01.1993	BL/AGS 1992 f 508 / d 510
Art. 5 <sup>ter</sup>	modifié	18.12.2007	01.01.2008	2007_143
Art. 5 <sup>quater</sup>	introduit	09.11.1993	01.01.1994	BL/AGS 1993 f 538 / d 544
Art. 5 <sup>quater</sup>	modifié	29.11.1994	01.01.1995	BL/AGS 1994 f 637 / d 644
Art. 5 <sup>quater</sup>	modifié	22.12.1995	01.01.1996	BL/AGS 1995 f 677 / d 675
Art. 5 <sup>quater</sup>	modifié	10.12.1996	01.01.1997	BL/AGS 1996 f 800 / d 811
Art. 5 <sup>quater</sup>	modifié	22.12.1998	01.01.1999	BL/AGS 1998 f 666 / d 676
Art. 5 <sup>quater</sup>	modifié	10.01.2000	01.01.2000	BL/AGS 2000 f 7 / d 7
Art. 5 <sup>quater</sup>	modifié	05.12.2000	01.01.2001	BL/AGS 2000 f 797 / d 778
Art. 5 <sup>quater</sup>	modifié	04.12.2001	01.01.2002	BL/AGS 2001 f 660 / d 673
Art. 5 <sup>quater</sup>	modifié	14.11.2002	01.01.2003	2002_120
Art. 5 <sup>quater</sup>	modifié	03.12.2002	01.01.2003	2002_137
Art. 5 <sup>quater</sup>	modifié	06.01.2004	01.01.2004	2004_011
Art. 5 <sup>quater</sup>	modifié	07.12.2004	01.01.2005	2004_149
Art. 5 <sup>quater</sup>	modifié	20.12.2005	01.01.2006	2005_146
Art. 5 <sup>quater</sup>	modifié	05.12.2006	01.01.2007	2006_152
Art. 5 <sup>quater</sup>	modifié	18.12.2007	01.01.2008	2007_143
Art. 5 <sup>quater</sup>	modifié	25.11.2008	01.01.2009	2008_134
Art. 5 <sup>quater</sup>	modifié	22.12.2009	01.01.2010	2009_147
Art. 5 <sup>quater</sup>	modifié	23.11.2010	01.01.2011	2010_131
Art. 5 <sup>quater</sup>	modifié	20.12.2011	01.01.2012	2011_154
Art. 5 <sup>quater</sup>	modifié	28.02.2012	01.01.2012	2012_019
Art. 5 <sup>quater</sup>	modifié	03.12.2012	01.01.2013	2012_117
Art. 5 <sup>quater</sup>	modifié	27.05.2014	01.05.2014	2014_053
Art. 5 <sup>quater</sup>	modifié	23.01.2018	01.01.2018	2018_006
Art. 5 <sup>quater</sup> al. 1, c)	modifié	10.12.2018	01.01.2019	2018_117
Art. 5 <sup>quater</sup> al. 1, c)	modifié	08.11.2022	01.01.2023	2022_149
Art. 5 <sup>quater</sup> al. 1, c)	modifié	12.12.2023	01.01.2024	2023_121
Art. 5 <sup>quater</sup> al. 1, d)	modifié	10.12.2018	01.01.2019	2018_117
Art. 5 <sup>quater</sup> al. 1, d)	modifié	08.11.2022	01.01.2023	2022_149
Art. 5 <sup>quater</sup> al. 1, d)	modifié	12.12.2023	01.01.2024	2023_121
Art. 5 <sup>quater</sup> al. 2, b)	modifié	10.12.2018	01.01.2019	2018_117
Art. 5 <sup>quater</sup> al. 2, b)	modifié	08.11.2022	01.01.2023	2022_149
Art. 5 <sup>quater</sup> al. 2, b)	modifié	12.12.2023	01.01.2024	2023_121
Art. 5 <sup>quinquies</sup>	introduit	09.11.1993	01.01.1994	BL/AGS 1993 f 538 / d 544

Elément touché	Type de modification	Adoption	Entrée en vigueur	Source (ROF depuis 2002)
Art. 6 al. 1	modifié	10.12.2018	01.01.2019	2018_117
Art. 7	modifié	14.11.2002	01.01.2003	2002_120
Art. 8	modifié	14.11.2002	01.01.2003	2002_120
Art. 9	modifié	12.05.1975	01.01.1976	BL/AGS 1975 f 107 / d 108
Art. 9	modifié	14.11.2002	01.01.2003	2002_120
Art. 9	modifié	08.04.2003	01.01.2003	2003_054
Art. 9	modifié	04.10.2010	01.01.2011	2010_101
Art. 10	abrogé	10.12.2018	01.01.2019	2018_117
Art. 11	abrogé	10.12.2018	01.01.2019	2018_117
Art. 13	introduit	23.01.2018	01.01.2018	2018_006
Art. 13	abrogé	10.12.2018	01.01.2019	2018_117
Section A1	introduit	27.05.2014	01.05.2014	2014_053
Section A1	abrogé	23.01.2018	01.01.2018	2018_006